ANALYSE DE LA DIRECTION

AVANT-PROPOS

En 1996–1997, la Société a poursuivi la mise en oeuvre du programme de restructuration qu'elle avait dû entreprendre en raison de la diminution de ses ressources résultant de la réduction du financement gouvernemental, de nouvelles augmentations de coûts et de la baisse prévue des revenus publicitaires causée par la fragmentation continue des auditoires de la télévision.

La Société a concentré ses efforts de réduction de coûts sur la rationalisation de ses fonctions administratives, la mise au point de mesures d'efficience opérationnelle et la négociation de nouvelles conventions collectives avec les syndicats de ses services anglais. Ces nouvelles conventions collectives permettent une utilisation plus souple et plus efficace des ressources humaines grâce à la polyvalence des effectifs et à une redéfinition des compétences des syndicats.

D'autres réductions visant à parer aux diminutions futures des niveaux de ressources seront mises en oeuvre en 1997–1998 et en 1998–1999 et auront des répercussions plus sensibles sur le produit présenté « à l'antenne » de Radio-Canada.

Depuis 1994–1995, la Société a comptabilisé dans ses états financiers des dépenses de l'ordre de 223,5 millions de dollars reliées à son important programme de compression des effectifs. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral lui a accordé 148 millions de dollars, dont 50 millions sous forme d'avance remboursable, pour l'aider à financer ces coûts de compressions.

En janvier 1997, le Broadcast Centre Trust a mis au point les derniers détails du financement à long terme du Centre canadien de radiodiffusion à Toronto et a émis à cette fin 400 millions de dollars d'obligations entièrement amorties sur 30 ans et comportant un taux d'intérêt de 7,53 %. Le loyer payé par la Société étant lié au coût du financement, les versements de loyer annuels ont été fixés à 33 millions de dollars pour les 30 années de la durée des obligations.

En décembre 1996, le gouvernement a renouvelé son engagement vis-à-vis Radio Canada International et a assuré son financement pour 1997–1998. En février 1997, le gouvernement a annoncé un financement annuel additionnel de 10 millions de dollars pour les services radiophoniques français et anglais de Radio-Canada à compter du 1er avril 1997. Ce nouveau financement pour la radio sera affecté au développement du talent, au reflet régional et à l'expansion des nouveaux médias, conformément aux priorités stratégiques établies par la Société pour ses services radiophoniques.

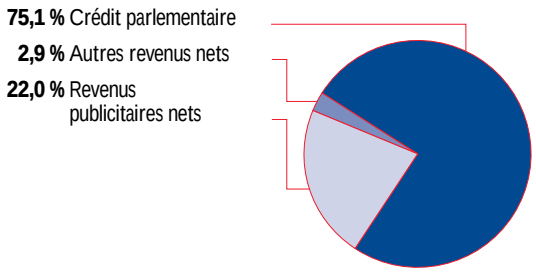
Dans l'ensemble, en 1996–1997, la Société a atteint ses cibles de réductions financières et a pu même devancer d'autres réductions prévues pour des exercices ultérieurs. Elle a ainsi réalisé un excédent d'exploitation de 34,5 millions de dollars qui sera reporté sur l'exercice 1997–1998 et qui servira à absorber les dépassements de dépenses qu'entraînera la mise en oeuvre de la réduction additionnelle de 118 millions de dollars de son financement en 1997–1998.

PROVENANCE DES FONDS

Les ressources totales de la Société, qui comprenaient un virement de 36,1 millions de dollars du crédit d'immobilisations, ont diminué de 120,4 millions de dollars (9,6 %) par rapport à l'exercice précédent.

PROVENANCE DES FONDS	1996–1997	1995–1996 *(en milliers de $)*	Variation en $	Variation en %
Crédit parlementaire d'exploitation Le crédit parlementaire d'exploitation net a diminué de 108,8 millions de dollars par rapport à celui de l'exercice précédent en raison des réductions prévues du financement gouvernemental.	854 449	963 229	(108 780)	(11,3)
Autres sources nettes de revenus (note 4) :				
Revenus publicitaires nets – Service principal (à l'exclusion des revenus nets des Jeux olympiques et de la Coupe du monde de hockey). Les revenus publicitaires ont diminué en raison d'un affaiblissement du marché de la télévision.	250 522	261 467	(10 945)	(4,2)
Revenus divers – Service principal Ces revenus, qui comprennent des éléments comme la location d'installations, sont demeurés stables.	39 837	39 537	300	0,8
Programmation spéciale Les coûts et revenus additionnels nets des Jeux olympiques d'Atlanta et de la Coupe du monde de hockey sont inclus dans ce poste pour 1996–1997.	2 916	S.O.	2 916	S.O.
Résultats marginaux nets des services spécialisés Les excédents reportés des exercices précédents sont accumulés pour financer les activités de l'exercice courant.	(145)	(1 049)	904	S.O.
Ventes d'émissions nettes Les ventes d'émissions nettes à d'autres radiodiffuseurs ont diminué cette année.	891	1 555	(664)	(42,7)
Insuffisance du financement de Radio Canada International Le gouvernement fédéral a réduit son financement des activités de RCI en deçà du niveau de 1995–1996.	(10 505)	(6 368)	(4 137)	65,0
Total – Autres sources nettes de revenus	*283 516*	*295 142*	*(11 626)*	*(3,9)*
Total des fonds	***1 137 965***	***1 258 371***	***(120 406)***	***(9,6)***

PROVENANCE DES FONDS
D'EXPLOITATION AU 31 MARS 1997



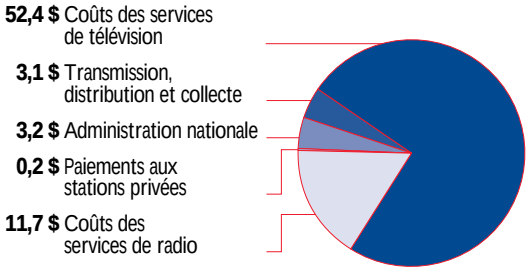
UTILISATION DES FONDS

Les dépenses d'exploitation totales, sans les éléments déduits des revenus et les impôts, ont diminué de 257,2 millions de dollars (18,2 %) par rapport à l'exercice précédent.

UTILISATION DES FONDS	1996–1997	1995–1996 *(milliers de dollars)*	Variation en $	Variation en %
Postes nécessitant des fonds d'exploitation courants Comme prévu et conformément au programme de réduction des dépenses, le niveau des dépenses a diminué par rapport à celui de l'exercice précédent.	1 116 924	1 187 480	(70 556)	(5,9)
Postes ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (voir note 3b) Ce changement est surtout attribuable à une diminution de l'amortissement des postes financés à partir du crédit d'immobilisations et à une augmentation des cotisations de retraite reportées.	102 336	128 177	(25 841)	(20,2)
Dépenses totales, avant compression des effectifs et impôts	*1 219 260*	*1 315 657*	*(96 397)*	*(7,3)*
Programme de compression des effectifs La majorité des coûts liés au programme de compression des effectifs ont été déclarés l'an dernier.	18 991	110 592	(91 601)	S.O.
Compression du Régime de retraite de Radio-Canada Les dépenses de 1995–1996 reflètent les répercussions qu'a eues l'important programme de compression des effectifs sur le Régime de retraite de Radio-Canada. Les chiffres réels étant différents des prévisions, le crédit affiché dans les dépenses de 1996–1997 traduit la réduction par rapport à l'estimation de 1995–1996.	(38 303)	94 909	(133 212)	S.O.
Crédit parlementaire pour compression des effectifs La Société a reçu jusqu'à présent 148 millions de dollars du gouvernement fédéral, dont 50 millions sous forme d'avance remboursable.	(41 975)	(106 025)	64 050	S.O.
Dépenses totales, avant impôts	***1 157 973***	***1 415 133***	***(257 160)***	***(18,2)***

RÉDUCTION DE 70,6 MILLIONS DE DOLLARS DES DÉPENSES D'EXPLOITATION*

(millions de dollars)

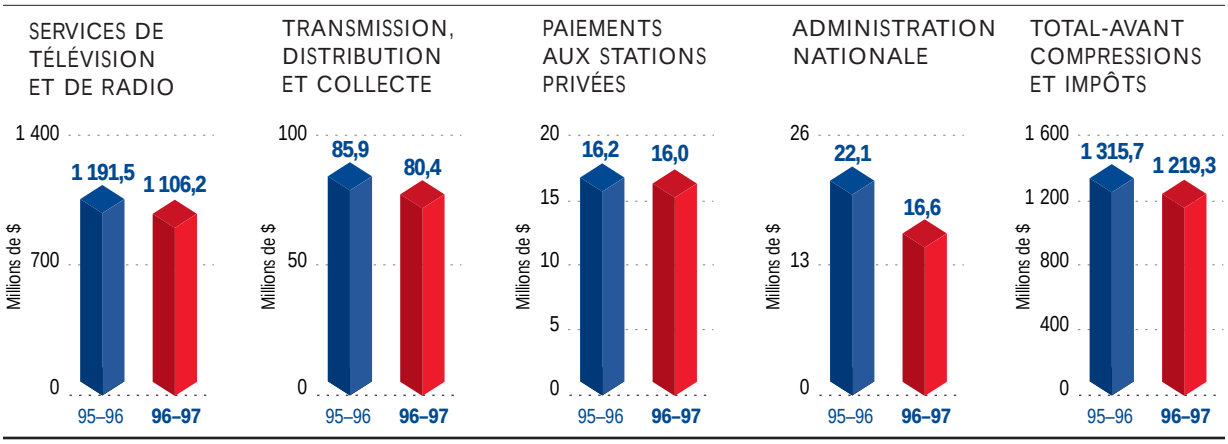


** Avant compression des effectifs et impôts*

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation totales de la Société, sans les éléments déduits des revenus, les coûts de compression des effectifs et les impôts, ont diminué de 96,4 millions de dollars (7,3 %) par rapport à celles de l'exercice précédent.

Cette diminution des dépenses résulte principalement de la rationalisation des fonctions administratives et de la réalisation d'autres mesures d'efficience opérationnelle.



Les activités de transmission, de distribution et de collecte des services de télévision et de radio comprennent les coûts des lignes de satellite et terrestres, l'entretien des émetteurs ainsi que l'amortissement des émetteurs et de l'équipement. Bon nombre de ces coûts, comme ceux liés aux tarifs fixés par les organismes de réglementation ou aux contrats négociés à long terme, ne varient pas à court terme.

Les années précédentes, les activités des composantes médias liées à la préparation et à la mise en forme des émissions pour leur distribution entraient dans cette catégorie de dépenses. Pour l'exercice 1996–1997, il a été jugé plus approprié d'inclure ces coûts dans les activités d'exploitation des médias mêmes, et les chiffres de 1995–1996 ont été révisés en conséquence.

TOTAL DES DÉPENSES SANS LES ÉLÉMENTS DÉDUITS DES REVENUS, DES COMPRESSIONS ET DES IMPÔTS	1996–1997	1995–1996 *(en milliers de $)*	Variation en $	Variation en %
Coûts des services de télévision et de radio	1 106 231	1 191 529	(85 298)	(7,2)
Transmission, distribution et collecte	80 388	85 858	(5 470)	(6,4)
Paiements aux stations privées	16 019	16 185	(166)	(1,0)
Administration nationale	16 622	22 085	(5 463)	(24,7)
Total	***1 219 260***	***1 315 657***	***(96 397)***	***(7,3)***

PROGRAMME DE COMPRESSION DES EFFECTIFS

Les coûts de compression des effectifs inscrits dans les états financiers au cours des trois derniers exercices ont totalisé 223,5 millions de dollars.

COÛTS DE COMPRESSION DES EFFECTIFS	1996–1997	1995–1996	1994–1995	Total
		(milliers de dollars)		
Programme de compression des effectifs	18 991	110 592	33 274	162 857
Compression du Régime de retraite	(38 303)	94 909	4 000	60 606
				223 463

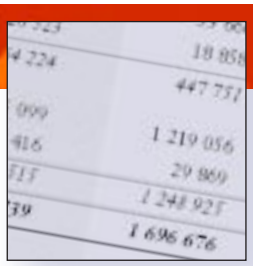
Comme il est expliqué dans les notes afférentes aux états financiers, Radio-Canada doit rendre des comptes au gouvernement en fonction de son financement plutôt que selon la formule des états financiers. Ainsi, les coûts liés au programme de compression des effectifs, établis en fonction du financement gouvernemental, se chiffrent pour le moment à 246,4 millions de dollars.

Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral a accordé à Radio-Canada des fonds de l'ordre de 148 millions de dollars pour les coûts liés au programme de compression des effectifs (dont 50 millions sous forme d'avance remboursable). La Société a demandé une aide additionnelle au gouvernement pour financer le reste des coûts liés à ce programme.

POSTES DU BILAN

L'augmentation de l'actif à court terme par rapport à l'exercice précédent est liée principalement aux fonds en espèces requis pour le programme de compression des effectifs. Cette augmentation est en partie contrebalancée par une diminution des frais payés d'avance (le paiement à l'avance des droits des Jeux olympiques d'Atlanta ayant constitué un élément majeur en 1995–1996) et une réduction des stocks d'émissions. Par ailleurs, la diminution de l'actif à long terme peut être attribuée à la réduction des dépenses des immobilisations ainsi qu'à la radiation du fonds commercial lié à l'achat, en 1994–1995, de la station de télévision CBAT à Saint John (Nouveau-Brunswick).

La réduction du niveau du passif à court terme résulte principalement de la baisse de l'impôt sur le revenu exigible et de la diminution des indemnités de cessation d'emploi par suite de la compression importante des effectifs. Le passif à long terme a diminué, surtout en raison de la réduction de la charge de retraite (qui a également suivi la compression des effectifs) et de l'obligation en vertu du contrat de location-acquisition du Centre canadien de radiodiffusion à Toronto.



ÉTATS FINANCIERS

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers et tous les autres renseignements figurant dans le rapport annuel relèvent de la direction et ils ont été examinés et approuvés par le Conseil d'administration de la Société. Les états financiers, qui comprennent aussi des chiffres fondés sur la meilleure estimation découlant de l'expérience et du jugement de la direction, ont été préparés avec soin, en fonction de l'importance relative des opérations et selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction de la Société tient des livres et des documents comptables, de même que des systèmes de contrôle et d'information à des fins de gestion financière et administrative, qui sont conçus pour la production de renseignements financiers fiables et exacts en temps opportun. Ces contrôles permettent de garantir raisonnablement que les biens sont protégés, que les ressources sont gérées avec économie et efficacité en vue de la réalisation des objectifs de la Société, que les opérations sont effectuées de façon efficace et que les transactions sont conformes à la *Loi sur la radiodiffusion* et aux règlements administratifs de la Société.

Il incombe au vérificateur interne de la Société d'évaluer les systèmes, les méthodes et les pratiques de la Société. Le vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers de la Société et en fait un compte rendu à la Société Radio-Canada et au ministre du Patrimoine canadien.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, qui comprend quatre personnes, dont aucune n'est membre de la direction, revoit les états financiers ainsi que le rapport du vérificateur général y afférent, et fait des recommandations au Conseil d'administration à cet égard. Il supervise les activités de vérification interne et rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le vérificateur général du Canada pour discuter du processus d'établissement des rapports financiers ainsi que des questions concernant la vérification, la comptabilité et les rapports.

Ottawa, Canada

le 16 juin 1997

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, _____

LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE AUX RESSOURCES, _____

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Conseil d'administration de la
Société Radio-Canada
et au ministre du Patrimoine canadien

J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada au 31 mars 1997 et les états des résultats, du compte du fonds effectif et de l'évolution de l'encaisse de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1997 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur la radiodiffusion*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie III de la *Loi sur la radiodiffusion* et aux règlements administratifs de la Société.

Ottawa, Canada

le 16 juin 1997

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA, L. Denis Desautels

L. DENIS DESAUTELS, FCA

ÉTAT DES RÉSULTATS

pour l'exercice terminé le 31 mars 1997

	1997	*1996*
	(milliers de dollars)	
REVENUS		
Crédits parlementaires (note 3a)	854 449	963 229
Autres revenus, au net (note 4)	283 516	295 142
	1 137 965	*1 258 371*
DÉPENSES		
Coûts des services de télévision et de radio	1 106 231	1 191 529
Transmission, distribution et collecte	80 388	85 858
Paiements aux stations privées	16 019	16 185
Administration nationale	16 622	22 085
Total des dépenses, avant compression des effectifs et impôts	*1 219 260*	*1 315 657*
Perte nette d'exploitation, avant compression des effectifs et impôts	(81 295)	(57 286)
Programme de compression des effectifs (note 5)	(19 312)	205 501
Crédit parlementaire pour le programme de compression des effectifs (note 3a)	(41 975)	(106 025)
Provision pour l'impôt sur le revenu et l'impôt des grandes sociétés (note 6)	2 959	3 041
Perte nette d'exploitation pour l'exercice	*(22 967)*	*(159 803)*
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental :		
Déduire : Postes nets ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 3b)	63 921	153 018
Excédent (déficit) du fonds d'exploitation pour l'exercice	40 954	(6 785)
Excédent (déficit) du fonds d'exploitation, début de l'exercice	(6 429)	356
Excédent (déficit) du fonds d'exploitation, fin de l'exercice	***34 525***	***(6 429)***

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

BILAN

au 31 mars 1997

	1997	*1996*
	(milliers de dollars)	
ACTIF		
À court terme		
Encaisse et placements à court terme	216 137	181 055
Débiteurs	109 686	108 620
Stocks d'émissions	96 517	105 552
Frais payés d'avance	21 361	33 666
Impôt sur le revenu reporté	20 523	18 858
	464 224	*447 751*
Immobilisations (note 7)	1 185 099	1 219 056
Charges reportées et autres éléments d'actif (note 8)	15 416	29 869
	1 200 515	*1 248 925*
	1 664 739	***1 696 676***
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	185 919	191 579
Indemnités de vacances à payer	40 088	37 730
Indemnités de cessation d'emploi	112 104	153 293
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 11)	15 827	14 193
	353 938	*396 795*
À longe terme		
Indemnités de cessation d'emploi	65 824	66 684
Charge de retraite reportée (note 10)	97 748	155 314
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 11)	389 276	397 672
	552 848	*619 670*
FONDS EFFECTIF		
Compte du fonds effectif	757 953	680 211
	1 664 739	***1 696 676***

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

APPROUVÉ AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE, RESSOURCES, _____

UN ADMINISTRATEUR, _____

UN ADMINISTRATEUR, _____

ÉTAT DU COMPTE DU FONDS EFFECTIF

pour l'exercice terminé le 31 mars 1997

	1997	*1996*
	(milliers de dollars)	
Solde, début de l'exercice	680 211	738 599
Ajouter (déduire) :		
Crédits parlementaires (note 3a) :		
Immobilisations	96 709	97 415
Fonds de roulement	4 000	4 000
Perte nette d'exploitation pour l'exercice	(22 967)	(159 803)
Solde, fin de l'exercice	***757 953***	***680 211***

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE

pour l'exercice terminé le 31 mars 1997

	1997	*1996*
	(milliers de dollars)	
Activités d'exploitation		
Perte nette d'exploitation pour l'exercice	(22 967)	(159 803)
Gain découlant de l'aliénation d'immobilisations	(202)	(2 611)
Postes hors caisse :		
Amortissement des immobilisations	117 303	137 411
Amortissement des charges reportées et autres éléments d'actif	14 453	7 418
Indemnités de cessation d'emploi	(860)	(37 409)
Cotisation de retraite reportée	(57 566)	85 382
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors encaisse et placements à court terme (note 15)	(24 208)	85 719
	25 953	*116 107*
Activités de financement		
Crédits parlementaires (note 3a) :		
Immobilisations	96 709	97 415
Fonds de roulement	4 000	4 000
Produits de l'aliénation des immobilisations/ financement provenant d'autres organismes	2 690	4 560
	103 399	*105 975*
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(85 874)	(81 438)
Portion de capital des paiements de location-acquisition	(13 188)	(17 836)
Refinancement du contrat de location-acquisition	4 792	–
Charges reportées	–	(394)
Autres	–	33
	(94 270)	*(99 635)*
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	*35 082*	*122 447*
Encaisse et placements à court terme, début de l'exercice	181 055	58 608
Encaisse et placements à court terme, fin de l'exercice	***216 137***	***181 055***

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers